



Mots. Les langages du politique

83 | 2007

Dire la démocratie aujourd'hui

Vers une démocratie économique et sociale ? Redéploiement et banalisation du discours syndical

Sophie Bérout et Josette Lefèvre



Édition électronique

URL : <http://mots.revues.org/867>

DOI : 10.4000/mots.867

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 37-51

ISBN : 978-2-84788-111-0

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Sophie Bérout et Josette Lefèvre, « Vers une démocratie économique et sociale ? Redéploiement et banalisation du discours syndical », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 83 | 2007, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://mots.revues.org/867> ; DOI : 10.4000/mots.867

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© ENS Éditions

Vers une démocratie économique et sociale ? Redéploiement et banalisation du discours syndical

Bien qu'elles relèvent de trajectoires historiques distinctes, les deux plus importantes confédérations syndicales françaises ont connu au cours des vingt dernières années de profondes réorientations stratégiques qui les ont conduites à s'engager dans un effort de redéfinition de la fonction et du rôle impartis aux syndicats. Pour la CFDT, ce processus qualifié en interne de « recentrage » et entamé fin 1977 s'est accentué (Pernot, 2005, p. 201-205) à partir des années 1985-1986. Il a abouti à l'énoncé d'un projet syndical à la fois cohérent et excluant¹. Pour la CGT, l'engagement dans une phase de mutation a été plus tardif, conséquence des bouleversements politiques s'opérant à l'échelle internationale (disparition de l'URSS) et de la crise syndicale vécue au niveau national (Bérout, Mouriaux, 1998). Les premiers débats sur le rapport à entretenir avec la sphère partisane, mais aussi sur la légitimité de l'action syndicale, ont eu lieu lors du Comité confédéral national de juin 1991 puis se sont traduits par la refonte des statuts de l'organisation, lors du 45^e congrès en décembre 1995.

Différentes dans leur rythme et dans leur intensité, ces opérations de révision idéologique se sont concrétisées par la volonté affichée de « renouer » avec les principes de l'indépendance syndicale vis-à-vis des partis politiques. Une forme de disqualification ouverte du politique – c'est-à-dire de rejet explicite de toute proximité avec l'univers partisan (Renou, 2005, p. 115) – s'est affirmée à la CFDT, mais aussi à la CGT, au mépris d'ailleurs de situations de fait où les multi-appartenances militantes sont encore courantes. Ce renouvellement du discours programmatique des deux organisations ne s'est pas arrêté à la seule question des relations avec un parti politique proche. En renonçant à un certain nombre de conceptions (l'avant-garde au service de la classe), en se gardant d'envisager un modèle futur de société (« socialisme démocratique », « planification

1. La CFDT a été marquée par des exclusions puis des départs d'équipes militantes à partir de 1988, à la suite du mouvement social de l'automne 1995 et du printemps 2003 (Aparacio, Pernet, Torquéo, 1999).

démocratique »), les deux centrales syndicales ont été contraintes d'explicitier autrement les fondements de leur légitimité et de leur représentativité au sein du salariat.

À partir des années quatre-vingt, le terme *démocratie* s'est déplacé dans le discours de la CFDT et de la CGT, son contenu axiologique se modifiant de façon très nette. La référence syndicale à la « démocratie ouvrière », qui renvoyait à des doctrines idéologiques structurées (Kelly, 1988, p. 184-220), s'est effacée au profit de références plus formelles à la démocratie représentative, dont le principe d'organisation n'est plus contesté. Le redéploiement des doctrines syndicales sur le rôle de l'État (D'Almeida, Mouriaux, 1993, p. 6-17) et sur les limites du régime démocratique ouvre la voie à une banalisation du discours des deux confédérations sur la sphère du politique. Aucun univers de sens spécifique aux syndicats n'accompagne plus l'usage du terme *démocratie*.

La question de la démocratie fournit ainsi un point d'entrée pertinent pour saisir l'ampleur de l'entreprise de reformulation du sens de l'action syndicale, mais aussi du système de valeurs prôné en interne. Depuis la fondation de la CGT en 1895 et la phase du syndicalisme révolutionnaire, l'approche de la démocratie a toujours été duale : considérations sur la vie interne de l'organisation², projection vers l'extérieur dans la finalité d'instaurer une démocratie ouvrière dans l'entreprise, mais aussi sociale dans la cité afin de combler les déficiences d'une démocratie politique perçue comme essentiellement formelle³. De plus, ces deux pans de la réflexion étaient pensés comme imbriqués dans la mesure où la possibilité pratique d'une vie démocratique interne dans l'organisation se voyait partiellement conditionnée à l'existence d'une démocratie réelle à l'extérieur. Ainsi le vocabulaire lié à la démocratie, qui n'appartient pas en propre à l'univers syndical (Bergounioux *et al.*, 1982), cristallise toute une série d'enjeux : son usage évolutif reflète l'insertion des organisations syndicales dans un espace social et politique plus large et la porosité de celles-ci aux discours émis par d'autres agents sociaux, dont les partis politiques. Il rend également compte du degré d'autonomie des syndicats dans leur capacité de production d'un discours critique sur l'ordre politique.

Nous nous proposons de mettre en perspective, en comparant les discours syndicaux de la CFDT et de la CGT des années soixante-dix à leurs productions discursives actuelles, la transformation des usages des formes liées à la famille lexicale de *démocratie*, qu'il s'agisse de caractériser un phénomène ou un processus (*démocratique*) ou de qualifier la démocratie en tant que telle (*sociale, syndicale, économique*, etc.). Notre analyse repose sur l'exploitation de deux corpus : le traitement lexicométrique de résolutions votées en congrès et l'étude contextuelle de discours ciblés. Une première partie pose ainsi les

2. Sur la critique du fonctionnement interne de la CGT d'avant 1914, voir Michels, 1992.

3. Pour une présentation de la doctrine du syndicalisme révolutionnaire, voir Mouriaux, 1982, p. 134-139.

jalons d'une comparaison diachronique de l'emploi de *démocratie* et *démocratique* dans les résolutions de congrès syndicaux de la CFDT et de la CGT tandis qu'une deuxième partie, s'appuyant sur l'analyse de discours, s'efforce d'explorer le sens donné à leurs usages contemporains.

Démocratie, démocratique : le repérage de fractures lexicales dans les discours de la CFDT et de la CGT

Partant du point de vue que les comparaisons quantitatives donnent des informations pertinentes sur les stratégies discursives et les idéologies sous-jacentes, ce premier temps de l'analyse repose sur l'étude lexicométrique d'un corpus clos, représentatif et homogène⁴. Nous nous centrerons ici sur les sous-corpus de la CFDT et de la CGT. Une première comparaison interconfédérale⁵ montre, en effet, une opposition tranchée entre les confédérations : les suremplois (S+) cégétiste et cédétiste de l'adjectif *démocratique* s'opposent aux forts sous-emplois (S-) de la CFTC et de FO ; la CGT est la seule à spécifier positivement l'usage du substantif *démocratie*, la CFDT et FO en font un usage banal (b), la CFTC cantonne ses usages dans le sous-emploi.

| Formes | CFDT 1970-2002 | CFTC 1971-2003 | CGT 1972-2003 | FO 1971-2000 |
|---------------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| <i>démocratique</i> | 142 (S+ 11) | 7 (S- 41) | 461 (S+ 22) | 20 (S- 24) |
| <i>démocratie</i> | 70 (b) | 18 (S- 24) | 368 (S+ 11) | 85 (b) |

La CFDT, de l'utopie démocratique à la régulation sociale

La partition par congrès⁶ précise les profils d'emploi des formes *démocratique* et *démocratie* dans le temps. Le partage s'avère ainsi net entre les emplois fréquents des quatre congrès de la CFDT lors de la décennie soixante-dix et les suivants (si l'on excepte le congrès intermédiaire de 1982 avec son indice de

4. Le corpus syndical analysé est constitué de toutes les résolutions votées en congrès confédéraux par la CFDT, la CFTC, la CGT et Force ouvrière entre 1970 et 2003 (soit 1 027 393 occurrences pour 19 379 formes). La méthode lexicométrique est présentée dans Hetzel et al., 1998.
5. Les sous-corpus confédéraux par centrale étant de tailles très différentes (le sous-corpus CGT est aussi gros que les trois autres réunis), la comparaison interconfédérale est rendue possible par l'utilisation du programme des spécificités (Lexico 2 et 3 d'André Salem).
6. Totalisant 254 occurrences, dix formes, construites à partir du radical « démocrate », ressortent du corpus CFDT 1970-2002 (132 006 occurrences ventilées selon les onze congrès tenus dans la période) : *antidémocratique* F = 2 (1995, 1998), *démocrates* F = 2 (1970, 1998), *démocratie* F = 70, *démocraties* F = 1 (1979), *démocratique* F = 142, *démocratiquement* F = 11 (1970, 2 occurrences ; 1973 : 3 occ. ; 1976 : 4 occ. ; 1979 : 1 occ. ; 1992 : 1 occ.), *démocratiques* F = 21 (1970 : 5 occ. ; 1973 : 1 occ. ; 1976 : 2 occ. ; 1979 : 3 occ. ; 1982 : 1 occ. ; 1985 : 1 occ. ; 1988 : 2 occ. ; 1992 : 2 occ. ; 1995 : 3 occ. ; 1998 : 1 occ.), *démocratisation* F = 3 (1970, 1998, 2002), *social-démocratie* F = 1 (1976), *sociales-démocrates* F = 1 (1982).

banalité et celui de 1998 qui suremploie à nouveau la forme). On peut avancer l'hypothèse, pour les premiers congrès, que suite au processus de déconfessionnalisation et de scission d'avec la CFTC (1964), la nouvelle confédération a surinvesti l'usage de *démocratique*, adjectif marqueur de sa nouvelle identité. Ce suremploi est également lié au projet syndical que se donne la CFDT à partir de 1970 avec l'aspiration au « socialisme démocratique », maintenant ainsi à distance l'organisation concurrente qu'est la CGT.

L'examen des contextes d'emploi des deux formes les plus sollicitées, *démocratie* et *démocratique*, met en évidence la succession dans le temps de deux univers lexicaux différents (Lefèvre, 2003, p. 193-211). Le premier est celui de la transformation sociale, dans lequel les formes du champ qualifient la société à construire, les moyens d'y parvenir et le type de syndicalisme à mettre en pratique. Le second correspond au thème de la régulation sociale : les formes font alors référence au système politique en place dans le but déclaré de le conforter.

Les trois occurrences repérées dans les résolutions du congrès de 1970 constituent ainsi trois lexies distinctes, *démocratie syndicale*, *démocratie politique*, *démocratie authentique* (« caractérisée notamment par la nécessaire indépendance du syndicalisme ») qui renvoient à une organisation attachée à définir à la fois l'autonomie de son champ d'action et son projet de société :

Une telle action implique que soient actualisés les rapports entre les courants et les partis politiques concernés, d'une part, et le syndicalisme, d'autre part, à partir d'une conception de l'autonomie syndicale qui comporte le refus de toute subordination du syndicalisme, avouée ou camouflée, à une force politique, parti ou État. Il s'agit d'une autonomie engagée, l'autonomie d'une organisation syndicale qui se donne une vision politique à la mesure de la société qu'elle préconise [...]. Ainsi, le syndicalisme doit pouvoir, en chaque circonstance, arrêter *démocratiquement* sa décision dans la pleine souveraineté de son autonomie. L'essentiel est que cette décision soit élaborée et prise selon toutes les exigences de l'indépendance et de la *démocratie syndicale*. (CFDT, 1970)

Démocratie syndicale et autonomie face à l'espace partisan sont étroitement articulées comme les conditions mêmes de l'élaboration d'un projet de transformation radicale de la société. Lors du congrès de 1973, trois syntagmes attestent aussi des débats internes sur les modalités de fonctionnement : *démocratie des délibérations*, *démocratie collective*, *qualité de la démocratie*. Pour autant, la façon de poser la question de la vie démocratique interne est présentée comme indissociable des objectifs de transformation sociale et de réalisation de l'autogestion :

La *qualité de la démocratie*, la participation de tous les adhérents à la définition de la politique syndicale, la possibilité réelle d'expression de tous et de chacun, l'information, le débat et la consultation des travailleurs sont autant d'éléments significatifs

de la volonté et de la capacité de la CFDT de traduire dans son organisation, à tous les niveaux et dans son comportement pratique d'action, sa conception d'un syndicalisme de masse tendu vers le socialisme et l'autogestion. Ainsi, adhérer à la CFDT, c'est appartenir à une organisation où chaque salarié participe *démocratiquement* à la vie de son organisation syndicale, l'oriente et la contrôle. (CFDT, 1973)

Les usages qui ressortent des congrès de 1976 et 1979 renvoient également à la pratique de la démocratie interne (*démocratie syndicale* favorisée par des options toujours plus claires et compréhensibles par tous ; *priorité à la démocratie* par la répartition des tâches entre le maximum d'adhérents ; *faire respecter la démocratie* par la participation des travailleurs aux assemblées générales), même si l'usage de la forme se diversifie avec des attestations qui s'insèrent dans des analyses relatives à la solidarité internationale.

Une rupture s'opère cependant en 1979, véritable congrès de transition sur le plan du vocabulaire utilisé par la centrale. Lors des congrès de 1985, 1988, 1992, 1995 et 2002, aucune des 26 attestations ne se rapporte plus, en effet, au fonctionnement syndical interne. Une seule occurrence sur 27 s'inscrit dans cette thématique lors du congrès de Lille en 1998, assises marquées par l'affrontement entre la direction de l'organisation et l'opposition « Tous ensemble ! » à la suite du soutien apporté au Plan Juppé : la CFDT en appelle au renforcement du « fédéralisme pour nourrir la *démocratie interne* ».

Les contextes dans lesquels se lit la forme *démocratie* lors de ces congrès, de 1985 à 2002, renvoient soit au *progrès social* (1985, 1988), soit au *développement solidaire de l'économie mondiale* (1988), soit encore à l'*approfondissement de la démocratie économique, sociale et politique* en France mais aussi en Europe (1992), ou à un *syndicalisme acteur de la démocratie* (1995). En 1998, l'accent est mis à la fois sur les menaces (*exclusion, sentiment d'abandon, insécurité, idées populistes...*) qui pèsent sur le régime démocratique (*démocratie de sanction, démocratie de dérives populistes, démocratie d'opinion*) et sur le rôle du « syndicalisme comme acteur du développement et facteur de démocratie » : « La démocratie est le seul cadre qui permet le progrès des libertés et du social, la gestion de la complexité et de la diversité. » (CFDT, 1992)

L'étude des contextes d'emploi de l'adjectif *démocratique* confirme ces repérages. Ainsi, la plupart des lexies des assises confédérales de 1970, 1973 et 1976 sont mobilisées pour qualifier la société à instaurer et définir son système de gestion (*planification démocratique* F = 15, 5 en 1970, 1 en 1973, 5 en 1976, 1 en 1979, 2 en 1982, 1 en 1985 ; *société socialiste et démocratique* : 6 en 1970 ; *socialisme démocratique* : 1 en 1970, 4 en 1973, 6 en 1976, 1 en 1988) ou concernent les exigences de la pratique syndicale (*conception démocratique du syndicalisme de masse, élaboration démocratique de sa stratégie, action démocratique unitaire...*).

Sur les 22 occurrences du congrès de 1979, 20 relèvent de la seule thématique syndicale avec les deux lexies *fonctionnement démocratique* (F = 14),

pratique démocratique (F = 6). Là encore, l'intensité des débats et des controverses internes sur le changement de ligne syndicale n'est certainement pas étrangère à un usage de *démocratie* entièrement tourné vers l'interne.

La dernière référence à l'instauration d'un autre modèle social se trouve en 1988. À partir du congrès de 1992, l'adjectif désigne la société actuelle et non plus la société à construire. L'usage du déterminant personnel possessif vient renforcer cette acceptation de la réalité donnée : « notre démocratie ». Le syndicalisme d'adhérents, concept emblématique du recentrage de la CFDT (où il n'est plus question d'un *syndicalisme de classe et de masse*), est présenté comme « une nécessité démocratique ». L'extrait suivant d'une des résolutions du congrès de Lille en 1998 condense une grande partie de l'argumentaire actuel de la CFDT. Non seulement la démocratie représentative et libérale est désormais acceptée comme un modèle indépassable, mais de plus, le syndicalisme entend s'y définir comme un acteur à part entière avec pour ambition de réguler le conflit :

Face aux affrontements d'intérêts qui existent dans *toute société démocratique*, la CFDT a la volonté de contribuer, avec d'autres acteurs, à la construction d'une société dans laquelle les conflits puissent s'exprimer, se résoudre à travers le débat, la confrontation, la négociation. Dans cette perspective, la stratégie d'action de la CFDT s'inscrit dans une *démarche démocratique* qui, à travers la recherche des lieux et des moyens les plus appropriés, cherche à organiser, maîtriser et finaliser la conflictualité. [...] La CFDT réaffirme que toute transformation sociale, menée par la *voie démocratique*, nécessite une société composée de corps intermédiaires vivants et autonomes, enracinés dans les réalités sociales, capables de porter des projets sur une longue durée. Notre syndicalisme, par sa réflexion, par la qualité de ses propositions, sa volonté et sa capacité de les mettre en œuvre est, à la fois, porteur d'une *ambition démocratique et acteur de la démocratie*. Cette *ambition démocratique* est indissociable de l'affirmation de son autonomie syndicale et de son indépendance conquise à l'égard de tous partis ou associations. Autonomie et indépendance qui contribuent à accroître le développement et l'enracinement de la CFDT dans *la société française telle qu'elle est* et lui permettent l'exercice d'un véritable contre-pouvoir. Le *modèle démocratique français*, essentiellement construit sur la représentation, doit s'ouvrir à des *formes d'exercice de la démocratie* qui favorisent l'implication et la participation des citoyens et des corps intermédiaires aux décisions qui les concernent. » (CFDT, 1998)

Sur une période de trente ans, une fracture lexicale apparaît donc de façon forte à la CFDT, le congrès de la « resyndicalisation » de 1979 servant de transition. Pour la centrale autogestionnaire des années soixante-dix, la définition de l'autonomie syndicale, la réflexion sur les pratiques internes devaient nécessairement accompagner l'élaboration d'un projet socialiste démocratique. La démocratie, en ce sens, était renvoyée à une temporalité future, atteinte grâce au potentiel d'émancipation délivré par les luttes sociales. Or, tout ce vocabulaire autogestionnaire – véritable constellation de mots qui confère des sens

bien particuliers à *démocratie* et *démocratique* – « vole en éclats » (D’Almeida, Mouriaux, 1993, p. 15) avec la stratégie du recentrage. Pour la CFDT de Jean Kaspar puis de Nicole Notat, la *société démocratique* relève bien du temps présent : elle ne sera approfondie qu’à condition de maîtriser les conflits qui la traversent. La lexie *transformation sociale* n’est pas abandonnée, mais elle renvoie aux formes de régulations sociales négociées par le syndicalisme.

La CGT : quand la démocratie devait être aussi économique et sociale

L’étude du corpus des résolutions votées en congrès par la CGT entre 1972 et 2003 (561 225 occurrences ventilées sur les dix congrès tenus dans la période) atteste de la présence de quinze formes construites à partir du radical *démocrat* et totalisant 1 247 occurrences⁷.

Après un fort usage jusqu’au congrès de 1982, l’emploi de la forme *démocratique* fléchit brutalement lors des volubiles congrès de 1985 et 1989. Son emploi se stabilise dans les suivants, malgré une tendance à la baisse en 2003. La forme *démocratie* connaît quant à elle un usage important en début de période, puis de forts sous-emplois lors des congrès de 1985 et 1989. Son usage rebondit pourtant en 1992 avec un pic d’emploi (+ 8) avant de retourner vers des indices de banalité. Il est à noter que la CGT se distingue des autres confédérations par un usage important de *démocratisation*, ce mot occupant une place notable dans la rhétorique de l’organisation, notamment dans la décennie 1980. À l’instar de *démocratisation*, les deux formes *démocratique* et *démocratiquement* relèvent essentiellement du vocabulaire de la CGT et marquent surtout le congrès de 1978, congrès atypique dans l’histoire de la confédération durant lequel Georges Séguy a essayé de conquérir une certaine autonomie vis-à-vis du PCF. Aucun indice positif pour ces formes n’est recensé après 1985. On note l’absence de *démocratisation* en 1995 et de l’adverbe en 1999 et 2003.

L’analyse contextuelle de *démocratie* indique que jusqu’en 1989, la CGT précise le plus souvent le cadre dans lequel doit s’exercer la démocratie. La lexie la plus fréquente est *démocratie économique*, parfois accompagnée de *politique*. Attestée régulièrement jusqu’en 1989, elle entre en 1992 dans la lexie hapax *démocratie économique et sociale* puis disparaît des textes suivants. La lexie *démocratie politique* est spécifique des congrès de 1972, 1975, 1978 et 1982 (« développer la *démocratie politique* et démocratiser l’appareil de production »). Le recours à la forme *démocratie* semble appeler nécessairement un

7. *Antidémocratique* F = 1 (1978), *démocrates* F = 3 (1972, 1975, 1978), *démocratie* F = 368, *démocraties* F = 2 (1978, 1985), *démocratique* F = 461, *démocratiquement* F = 73, *démocratiques* F = 146, *démocratisant* F = 1 (1975), *démocratisation* F = 129, *démocratise* F = 2 (1985, 1989), *démocratisé* F = 11 (1982 : 5 occurrences ; 1985 : 1 ; 1989 : 2 ; 1992 : 2 ; 1995 : 1), *démocratisée* F = 11 (1978 : 2 occ. ; 1985 : 3 ; 1989 : 6), *démocratisées* F = 2 (1978, 1982), *démocratiser* F = 25 (1975 : 1 occ. ; 1978 : 5 ; 1982 : 2 ; 1985 : 3 ; 1989 : 4 ; 1992 : 6 ; 1995 : 4), *démocratisés* F = 12 (1978 : 3 occ. ; 1982 : 2 ; 1985 : 2 ; 1989 : 4 ; 1992 : 1).

complément afin de souligner la distance qui sépare l'existant du souhaitable (la *véritable démocratie*). De plus, le discours de la CGT atteste durant cette période de la volonté de ne pas opérer de séparation entre les domaines économique, politique et social dans sa réflexion sur les changements à introduire :

Une idée centrale anime tous les objectifs, toutes les propositions de la CGT : la *démocratie*. Le capitalisme est générateur d'oppression, d'arbitraire, d'autoritarisme, de privilèges, d'écrasement de la personne humaine. Le changement n'est possible, il n'a de sens que par la *plus large démocratie* puisqu'il suppose l'élimination de la domination d'une minorité et la prise des responsabilités par l'ensemble des travailleurs et du peuple. C'est dans tous les domaines qu'il faut instaurer une *véritable démocratie* !

—*démocratie sociale* contre l'injustice et les inégalités ;

—*démocratie de l'économie* par la nationalisation des secteurs clés et la *démocratisation* de la gestion ;

—*démocratie politique* assurant aux travailleurs la plénitude de leurs droits dans la cité et dans tous les domaines de la vie du pays. *C'est par la démocratie* que les travailleurs pourront réaliser pleinement toutes les perspectives qu'ouvre un changement réel de société. (CGT, 1978)

La démocratie est présentée à la fois comme un moyen et comme un but à atteindre. En devenant « sociale, économique et politique », elle pourra enfin s'accomplir sous une forme nouvelle. La lexie *démocratie sociale*, attestée une fois en 1978, réapparaît en 1999 avec une occurrence et en 2003, avec quatre occurrences. Cette réémergence du terme ne renvoie pas cependant à un référent identique. Elle correspond, comme nous allons le voir plus avant, à la volonté explicite de la CGT, à partir de 1999, d'émettre des propositions de réforme dans le domaine des relations professionnelles. Dès lors, la référence temporelle s'est là aussi modifiée : la démocratie sociale n'est plus en devenir, elle est l'existant.

Pour ce qui concerne l'adjectif *démocratique*, il convient de constater à quel point il représente un terme marqueur du discours de la CGT. Il forge ainsi de très nombreuses lexies qui s'égrenent tout au long des textes. Une dizaine de lexies émergent par leur fréquence : *gestion démocratique* (1972 à 1989), *planification démocratique* (1972 à 1989), *réforme démocratique* (1972 à 1989), *débat démocratique* (1978 à 1989), *pratique (syndicale) démocratique* (1978 à 1999), *changement démocratique* (propre à 1978, à l'exception d'une occurrence en 1982), *vie démocratique* (1978 à 2003), *contrôle démocratique* (1978 à 2003, sauf 1995), *démarche démocratique*, *de débat*, *revendicative*, *de masse* (1 occ. en 1985, 1992, 1995 et 1999), *expression démocratique* (1982 à 1999), *fonctionnement démocratique* (1982 et 1999).

La lexie *démocratie syndicale* occupe une place moins centrale dans le discours de la CGT que dans celui de la CFDT. Avec 33 occurrences au total, elle présente un profil d'emploi à la baisse. Bien attestée dans tous les congrès

jusqu'en 1982, elle n'est recensée qu'une ou deux fois dans les gros congrès de 1985 et 1989 et ne compte que deux occurrences en 1992 et 1995, deux congrès qui ont pourtant été marqués par de forts débats sur la conception du syndicalisme et la réforme des statuts de l'organisation. Enfin, cette lexie ne figure pas dans les textes votés des deux derniers congrès, alors même qu'une des résolutions du congrès de Montpellier, en 2003, s'intitulait « Charte de la vie syndicale ». Pour parler de son fonctionnement interne, la CGT utilise donc d'autres termes, négligeant pour l'instant l'expression *démocratie syndicale*.

Le traitement lexicométrique du discours officiel de la confédération CGT fait donc apparaître à partir des formes *démocratie* et *démocratique* une forte évolution lexicale ; ce que confirment d'ailleurs d'autres études de vocabulaire⁸. Cette évolution se caractérise, après 1989, par l'abandon de tout un pan du vocabulaire privilégié jusqu'alors par la centrale et notamment par la disparition de la lexie *démocratie économique*. Là encore, ce phénomène est à comprendre en relation avec une modification plus ample du discours critique sur l'État : d'appareil de répression et d'instrument aux mains des classes dominantes, celui-ci devient le lieu neutre de l'exercice du pouvoir et de la médiation des intérêts (D'Almeida, Mouriaux, 1993, *op. cit.*, p. 14-16).

Des syndicats acteurs d'une démocratie représentative devenue indépassable

Afin de compléter les premières lignes d'interprétation qui viennent d'être dégagées, nous avons choisi de travailler à partir d'un deuxième corpus, à la fois plus ciblé et plus restreint⁹, nous permettant d'insister sur la compréhension du contexte et des stratégies qui éclairent les choix linguistiques et sémantiques.

La CFDT et le ressourcement démocratique grâce aux corps intermédiaires

Dans son discours central lors du 45^e congrès de Nantes, le 27 mai 2002, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, s'avance de façon délibérée sur un terrain

8. Nous renvoyons à Hetzel et al., 1998, ainsi qu'à « Mondialisation(s) ». *Mots. Les langages du politique*, n° 71, mars 2003.
9. Ce deuxième corpus, plus limité, est constitué pour la CGT des discours sur le rapport d'activité prononcés par Bernard Thibault lors du 46^e congrès de la CGT (Strasbourg, 31 janvier 1999) et lors du 47^e congrès (Montpellier, 24 mars 2004) ainsi que de son discours lors de la rencontre officielle CGT-PCF du 17 juillet 2001. Nous avons adjoint à ces textes deux articles publiés sous le nom de Bernard Thibault dans la presse syndicale de la CGT. Pour la CFDT, nous avons rassemblé les discours sur le rapport d'activité prononcés par Nicole Notat lors du 44^e congrès (Lille, 7 décembre 1998) et lors du 45^e congrès (Nantes, 27 mai 2002). Le choix de ces supports induit une forte personnalisation du discours puisque ce sont les secrétaires généraux qui se font les porte-parole d'orientations plus collectives. En ce sens, la visibilité du porte-parole tend à masquer des procédures d'élaboration plus complexes.

habituellement traité de façon marginale par les syndicats. En effet, à la suite du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, l'analyse de la situation politique s'impose comme une obligation pour une organisation qui se considère comme un acteur à part entière de la vie démocratique. Au nom de toute la direction confédérale, Nicole Notat pointe les éléments d'analyse d'une crise dont elle attribue la responsabilité principale aux partis politiques incapables de faire face à une « société atomisée ». Dès lors, si les organisations syndicales ne sont pas impliquées dans le processus ayant conduit au 21 avril, elles sont en revanche concernées par la nécessité de renforcer « les corps intermédiaires » :

Ce que cette élection révèle, c'est que la société française n'a jamais eu autant besoin de corps intermédiaires forts, capables d'exprimer des intérêts concurrents, d'organiser une parole et une confrontation collectives, d'être les acteurs de la fusion, de la conciliation d'intérêts particuliers en intérêts collectifs.¹⁰

La conception que la CFDT entretient du fonctionnement démocratique s'est stabilisée à partir du congrès de 1992. Elle n'est pas nouvelle en soi : l'usage d'un vocabulaire renvoyant à l'humanisme chrétien, combiné avec des références aux principes fondateurs du régime représentatif, atteste d'une continuité certaine dans l'approche de la société comme un corps organique et du pluralisme comme la conciliation de la diversité (Mouriaux, 2004) :

La *démocratie* n'est jamais acquise définitivement. Sa vitalité dépend de l'équilibre des pouvoirs qui s'exercent en son sein. Pour cela, elle a besoin de corps intermédiaires reconnus disposant d'une force collective et capable de propositions. (CFDT, 1992)

La démocratie libérale, présentée comme un horizon indépassable, peut cependant être approfondie par l'implication des acteurs de la société civile, « *acteurs sociaux intermédiaires* » ou « *corps intermédiaires* ». Pour que cet enrichissement se produise, la CFDT estime qu'une plus grande marge de manœuvre doit être laissée à ces derniers, qu'une possibilité effective d'élaboration des règles sociales doit leur être reconnue. Face au centralisme dont l'État est porteur, l'action des « *corps intermédiaires* » s'avère indispensable. Cette position a d'ailleurs conduit la CFDT à se prononcer contre un recours systématique à la loi, en lieu et place de la négociation collective :

L'État prend insuffisamment en compte la contribution des corps intermédiaires représentatifs et légitimes à la construction de l'intérêt général par la confrontation organisée de leurs intérêts respectifs. Il encourage ainsi l'émergence de lobbies et de mouvements corporatistes plutôt que d'acteurs sociaux représentatifs et responsables, capables de construire et d'organiser leurs relations dans le cadre d'un partenariat à long terme. (CFDT, 2002)

10. Discours sur le rapport d'activité, 27 mai 2002, congrès de Nantes, version dactylogr., p. 2.

Or, la demande de reconnaissance du rôle des acteurs sociaux passe aussi par un énoncé implicite des critères de la légitimité dont ils estiment disposer. Pour participer à l'énoncé de l'intérêt général, il y aurait ainsi de bons et de mauvais acteurs sociaux, les mauvais renvoyant au corporatisme et aux intérêts privés. C'est ici que le syndicalisme, au nom de ses propres critères de représentativité et de son ancienneté dans les instances existantes de la démocratie sociale, s'autorise à disqualifier, a priori, des associations (telles les associations de chômeurs vis-à-vis de l'Unedic) susceptibles d'empiéter sur son propre terrain.

La CGT : la démocratie représentative, nouvelle matrice conceptuelle

Le processus de repositionnement de la CGT dans le paysage syndical ne débute pas avec l'élection de Bernard Thibaut au poste de secrétaire général en janvier 1999. Les deux mandats de Louis Viannet ont été décisifs, en effet, pour imposer un certain nombre de ruptures, dont celle avec le PCF. Ces décisions tranchées, il revient au nouveau secrétaire général, auréolé par sa forte médiatisation lors des grèves de l'automne 1995, d'énoncer, non plus les éléments destinés à être abandonnés, mais bien les orientations nouvelles. Il n'est ainsi guère étonnant que le premier discours de Bernard Thibault lors du 46^e congrès confédéral de Strasbourg soit émaillé de références à l'« identité » de l'organisation. À dix reprises dans ce discours d'une heure quinze, il évoque cette identité, « notre identité », et s'efforce de la définir. Or, ce discours se caractérise avant tout par la tension qui le traverse : Bernard Thibault doit y démontrer qu'il parviendra à faire le lien entre les composantes essentielles du programme dans lequel la CGT s'est reconnue depuis 1947 et les options distinctes qu'il entend promouvoir. Il est ainsi possible de repérer dans ce texte des formes nominales relativement classiques dans le vocabulaire de la CGT (*société capitaliste en crise, système capitaliste dominant, rapport de classe toujours bien réel...*). En même temps, l'objectif de Bernard Thibault consistant aussi à dire que son organisation peut aller vers les terrains de la proposition et de la négociation, il développe un argumentaire sur la nécessité pour le syndicalisme d'être plus « efficace » et en ce sens plus « crédible » aux yeux des salariés. Il assigne ainsi au premier un objectif de *progrès social*, afin de « donner un nouvel élan à la démocratie »¹¹.

Dans la juxtaposition de ces deux ensembles d'expressions, l'un renvoyant à l'univers sémantique du marxisme, l'autre, plus neutre mais qui va peu à peu fonctionner en autonomie et faire sens comme le nouveau code dominant pour les militants, se joue l'habileté de la transition entre deux modèles de syndicalisme. La pierre angulaire relève de l'affirmation selon laquelle « il y aurait

11. Version dactylographiée du discours distribuée lors du 46^e congrès, p. 13.

beaucoup de vanité à vouloir produire “en laboratoire” un modèle alternatif global, servant de référence et d’horizon à l’action syndicale »¹².

En disqualifiant toute discussion sur ce que pourrait être une organisation sociale alternative à l’organisation capitaliste, les dirigeants de la CGT tendent à enfermer le discours syndical dans l’immédiateté. De la double besogne énoncée dans la Charte d’Amiens ne reste dès lors comme sphère dotée d’une réelle pertinence que celle des luttes au quotidien. Ayant vocation à améliorer le sort des salariés toutes catégories confondues, le syndicalisme est bien confronté à sa capacité d’obtenir des résultats : le fondement de ses actions repose sur la confiance que placent en lui les salariés, par l’adhésion et par le vote ; critères de légitimation que les syndicats partagent désormais avec les partis dans le jeu démocratique.

La volonté de redéfinir la ligne politique de la CGT conduit ainsi ses dirigeants à restreindre volontairement le champ de son intervention critique. Celle-ci ne va plus porter – ou seulement de façon incantatoire afin de désamorcer d’éventuelles contestations internes – sur le système économique dans sa globalité et sur la forme d’État qui lui est associée, mais se situer d’elle-même à l’intérieur du système, en suggérant d’améliorer les pratiques démocratiques dans l’entreprise comme dans le système de relations professionnelles. Les ambitions affichées en termes de *démocratie sociale* concernent dès lors la réforme des règles de la représentativité syndicale et des institutions représentatives du personnel, dans le but de faciliter notamment l’implantation syndicale dans les PME. Cette acceptation des règles, *via* une profonde mutation dans l’usage de la famille lexicale de *démocratie*, n’est pas dissociable de l’évolution des pratiques concrètes de la confédération CGT dans l’après-1995.

Un ensemble de huit textes signés en 2002 du secrétaire général de la CGT et placés en encarts dans *La Nouvelle vie ouvrière* ébauche cette réorientation. Dans le deuxième texte, intitulé « Pour un syndicalisme crédible et efficace » – les deux termes fonctionnant une nouvelle fois en binôme –, Bernard Thibault note :

Une des raisons essentielles [à ce manque de crédibilité des syndicats] réside dans l’affaiblissement de la présence syndicale. [...] Il y a un *défi démocratique* à relever : à quel titre, en effet, les questions sociales sont-elles le seul domaine où une minorité a le droit de décider pour la majorité ? La crédibilité du syndicalisme français est largement entamée par ses règles de représentativité¹³.

Dans ce processus de cadrage, véritable travail de signification orienté vers l’interne¹⁴, où il s’agit pour la CGT de ne pas se déclarer ouvertement réformiste

12. *Ibid*, p. 8.

13. Bernard Thibault, 8 février 2002, « Pour un syndicalisme crédible et efficace », *La Nouvelle vie ouvrière*.

14. Nous renvoyons ici à la notion de cadres d’interprétation telle qu’elle est utilisée notamment par David Snow, 2001, p. 27-49.

mais d'en appeler plutôt au « réalisme », celle-ci associe la famille lexicale de *démocratie* à des connotations positives et s'en sert pour valoriser sa démarche. Ainsi, l'objectif assigné à la réforme du système de représentativité est bien que l'entreprise comme le groupe deviennent « d'authentiques lieux d'exercice de la citoyenneté ». En défendant ses propositions de réforme, la confédération fait savoir qu'elle servira aussi la démocratie existante. Se positionnant comme un acteur de celle-ci, elle ne la considère plus comme une forme politique à accomplir, mais comme une forme amendable.

Un extrait de l'allocution prononcée par Bernard Thibault le 17 juillet 2001 lors d'une rencontre officielle entre la direction de la CGT et celle du PCF laisse entrevoir cette adhésion explicite aux institutions existantes :

Le pluralisme syndical est un fait dans la société française. [...] Les conditions ne sont toujours pas créées permettant au mouvement syndical d'asseoir la continuité de sa légitimité, en dehors des périodes de conflit majeur. L'incroyable « exception française » que constituent en Europe notre notion de représentativité syndicale et les modalités qui s'y rattachent en est une preuve tangible. Nous avons, comme vous le savez, des propositions à verser au dossier pour une *nouvelle démocratie sociale*. (Bernard Thibault, cité dans Bérout et Mouriaux éd., 2002, p. 178)

Le choix de la lexie *corps sociaux intermédiaires*, laquelle n'est certes pas présentée comme relevant du vocabulaire cégétiste, est à souligner en raison de l'importance qu'elle revêt dans le discours de la CFDT. L'idée d'une légitimité pérenne du syndicalisme dans le cadre du fonctionnement régulier des institutions démocratiques, et plus précisément du système de relations professionnelles, s'avère là aussi pleinement exprimée.

Le discours sur le rapport d'activité du 47^e congrès de 2003 restitue plus nettement encore cette évolution. La marge de manœuvre est d'autant plus large que le renouvellement du mandat de Bernard Thibault est acquis avant même l'ouverture des assises. De ce fait, le propos se fait plus précis, notamment lorsqu'il s'agit d'aborder la ligne de partage entre syndicats et partis :

Les partis politiques ont pour ambition légitime d'accéder au pouvoir, ce n'est pas naturellement l'objectif d'un syndicat. Mais le contenu de l'État ne se résume pas à la conquête et à l'exercice du ou des pouvoirs qui le constituent. Les institutions qui le composent sont des lieux essentiels et permanents pour la régulation sociale. Aussi, dès lors que cela peut être utile à ses objectifs revendicatifs, la CGT doit être fortement présente dans le débat public. Dans ce cadre, elle peut entretenir, si nécessaire, des relations avec toutes les *organisations démocratiques* qui le souhaitent. Cela exclut, cependant, toute attitude de soutien ou de co-élaboration d'un projet politique quel qu'il soit¹⁵.

15. Version dactylographiée du discours distribuée lors du 47^e congrès, p. 12.

Dans ce discours où les termes de *capitalisme*, de *système capitaliste dominant* ont disparu pour céder la place à des désignations qui se rapprochent de la périphrase – *la vaste entreprise de dérégulation économique et financière, de creusement des inégalités et de dépossession politique des citoyens*¹⁶ –, le respect des valeurs associées à la démocratie libérale est présenté comme le fondement évident de l'action syndicale : « Les valeurs fondatrices de la *démocratie* doivent reprendre des forces et s'imposer. Elles seules peuvent fonder une politique nouvelle s'attaquant globalement aux dérives de la globalisation. »

Désormais actrice de la « régulation sociale », désireuse de prendre toute sa place dans la négociation collective, la CGT n'hésite pas à se dire « citoyenne » : « La CGT est une organisation citoyenne. C'est-à-dire un ensemble d'hommes et de femmes dont l'action collective contribue à promouvoir les valeurs humaines fondamentales et les *principes démocratiques*. »¹⁷

Par l'adoption de toute une série de lexies (*corps sociaux intermédiaires, régulation sociale*), le discours de la CGT se rapproche donc objectivement de celui de la CFDT. La façon dont les deux organisations intègrent les mêmes références à la démocratie dénote le renoncement à toute différenciation de la pensée syndicale par rapport au consensus qui entoure, au sein des partis de gouvernement, les principes et les modalités de fonctionnement du gouvernement représentatif. Le changement de contexte politique, les réorientations programmatiques du PS puis du PCF, la perte de puissance des syndicats ont finalement contribué à cette banalisation du discours. La démocratie n'est plus appréhendée par la CFDT ni par la CGT comme une notion problématique qu'elles auraient à définir par elles-mêmes en conflit éventuel avec d'autres discours¹⁸. Or, cet usage désormais partagé de *démocratie* va de pair avec l'affaiblissement d'une analyse proprement syndicale du système économique et avec la disparition d'une qualification précise de la forme de pouvoir face à laquelle il s'agissait auparavant de se construire comme contre-pouvoir.

Enfin, les deux organisations n'associent plus désormais leur réflexion sur la vie syndicale en interne à un effort de définition de l'ordre politique souhaité en externe. Au contraire même, c'est l'ordre externe, posé comme une norme, qui sert d'étalon à l'appréciation des pratiques internes. Cependant, tout en étant devenu anodin, le propos sur la démocratie oblige quand même les deux centrales à définir leur propre positionnement face à la sphère partisane et à l'État. Or, CFDT et CGT le font en dissociant ce qui relève de l'espace politique et ce qui

16. *Ibid*, p. 9.

17. Bernard Thibault, 3 mai 2002, « Redonner confiance et espoir », *La Nouvelle vie ouvrière*.

18. « On peut affirmer que les récentes et spectaculaires défaites du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale ont pour une part non négligeable été dues au fait que l'ennemi de classe a toujours gagné la bataille du langage et que le mouvement ouvrier a toujours négligé ce terrain. » (cité dans Lecercle, 2004, p. 17)

relève de l'espace syndical. « La démocratie sociale ne sera jamais un substitut à la politique autrement », écrit ainsi Jean-Christophe Le Duigou, membre de la direction de la CGT, dans un essai où il récuse le fait que les syndicats puissent se doter d'un projet de société mais présente ces derniers, *via* le renforcement de la négociation collective, comme les acteurs d'une démocratisation de l'action publique (Le Duigou, 2005).

Références

- APARACIO Jean-Claude, PERNET Michel, TORQUÉO Daniel, 1999, *La CFDT au péril du libéral-syndicalisme*, Paris, Syllepse.
- BERGOUNIOUX Alain *et al.*, 1982, *La parole syndicale*, Paris, Presses universitaires de France.
- BÉROUD Sophie, MOURIAUX René, 1998, « L'«incroyable» survie de la CGT », *Regards sur l'actualité*, n° 244, p. 13-23.
- « Rencontre entre le PCF et la CGT. Intervention de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT », Document 16, S. Béroud et R. Mouriaux éd., *L'Année sociale 2002*, Paris, Syllepse, p. 178.
- D'ALMEIDA Fabrice, MOURIAUX René, 1993, « Syndicats entre État et entreprises », *Mots. Les langages du politique*, n° 36, p. 6-17.
- HETZEL Anne-Marie, LEFÈVRE Josette, MOURIAUX René, TOURNIER Maurice, 1998, *Le syndicalisme à mots découverts. Dictionnaire des fréquences (1971-1990)*, Paris, Syllepse.
- KELLY John, 1988, *Trade Unions and Socialists Politics*, Londres, Verso, p. 184-220.
- LECERCLE Jean-Jacques, 2004, *Une philosophie marxiste du langage*, Paris, Presses universitaires de France.
- LE DUIGOU Jean-Christophe, 2005, *Demain le changement, manifeste pour un nouveau syndicalisme*, Paris, Armand Colin.
- LEFÈVRE Josette, 2003, « De l'univers lexical de *travailleurs* à celui de *salariés*. La CFDT de 1970 à 1998 : évolution d'un parcours identitaire », L. Bagnet éd., *Constructions identitaires et dynamiques politiques*, Bruxelles, Peter Lang, p. 193-211.
- MICHEL Robert, 1992, *Critique du socialisme, contribution aux débats au début du XX^e siècle*, Paris, Kimé.
- MOURIAUX René, 1982, *La CGT*, Paris, Le Seuil.
- 2004, *Quarante ans d'histoire de la CFDT*, Paris, Institut CGT d'histoire sociale.
- PERNOT Jean-Marie, 2005, *Syndicats : lendemains de crise ?*, Paris, Gallimard.
- RENOU Gildas, 2005, « Désappareiller la politique. Syndicalisme de contre-pouvoir et dévaluation du politique », L. Arnaud et C. Guionnet éd., *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 115.
- SNOW David, 2001, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », D. Cefaï et D. Trom éd., *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, EHESS, p. 27-49.